

CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES au sein de l'Agence de promotion du commerce tchèque/CzechTrade

Chers clients et partenaires commerciaux,

le document que vous êtes en train de lire contient les informations de base sur la façon dont nous traitons vos données personnelles. Nous estimons grandement le fait que vous partagiez avec nous vos données personnelles et sommes prêts à les protéger dans la mesure maximale possible. Dans le même temps, nous nous efforçons d'être le plus transparents possible avec vous, surtout concernant la façon dont nous traitons vos données personnelles.

Étant donné la nouvelle législation de l'Union européenne, les présentes Conditions ont été préparées conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (*RGPD*).

Nous nous efforçons de vous présenter dans ce document des informations le plus clairement possible, nous avons donc choisi une forme de questions et de réponses que nous vous donnerions. Vous prendrez connaissance des informations dans l'ordre suivant.

1. Qui est le responsable du traitement des données personnelles ?
2. Qui est chargé de la protection des données personnelles ?
3. À quelle fin avons-nous besoin des données personnelles ?
4. Quels sont nos intérêts légitimes ?
5. Comment les données personnelles ont-elles été obtenues ?
6. Quelles catégories de données personnelles sont traitées ?
7. Quelle est la base juridique pour le traitement des données personnelles ?
8. Transmettrons-nous les données personnelles à quelqu'un d'autre ?
9. Transmettrons-nous les données personnelles dans un pays tiers ou une organisation internationale ?
10. Combien de temps garderons-nous les données personnelles ?
11. Quels sont vos droits liés au traitement des données personnelles et comment pouvez-vous les faire valoir ?
12. Les données personnelles sont-elles automatiquement évaluées ?

Avant de commencer à répondre à ces questions concrètes, nous aimerions vous informer du cadre juridique de la sécurisation des données personnelles confiées à notre organisation et vous assurer que leur protection est garantie à un haut niveau technique et organisationnel. De même nous ajoutons que nous recueillons, traitons et gardons vos données personnelles uniquement dans l'étendue indispensable pour la réalisation des objectifs indiqués ci-après dans la réponse à la question n° 3.

Avant tout, l'accès aux données personnelles est limité à dessein, et ce uniquement aux employés travaillant avec un agenda donné, entraînant le recueil et le traitement ultérieur des données personnelles. Vos données personnelles ne sont donc accessibles qu'à un groupe restreint de personnes, qui sont liées par un devoir de confidentialité devant les autres employés. De plus, les documents écrits avec des données personnelles sont gardés dans des locaux verrouillables, et ce sur deux niveaux : dans des locaux séparés des autres locaux dans le cadre d'un bâtiment, et dans ces locaux séparés à nouveau dans des armoires verrouillables, un employé déterminé de l'agence étant personnellement responsable de la sécurité des

documents concrets sous la menace de sanctions résultant de la violation (dans certains cas même d'une violation grave) de la discipline professionnelle en cas de perte, endommagement ou communication des données. Tous les employés entrant en contact avec les données personnelles de nos clients ou fournisseurs ont été dûment formés en interne concernant le RGPD et leur formation sur ce thème continue sous forme de séminaires connexes, directement proportionnels à la façon dont s'accroissent les demandes d'approfondissement de leur spécialisation dans le domaine de la protection des données personnelles de la part de l'employeur – l'agence CzechTrade.

Les documents électroniques avec des données personnelles se trouvent sous l'administration d'un système automatisé d'information certifié, auquel a accès, hormis les employés de CzechTrade, seul un nombre limité de personnes autorisées issues des rangs des spécialistes ICT de l'agence CzechTrade ou des sociétés IT contractuellement liées. La sécurité de l'accès aux dépôts électroniques des données personnelles est régulièrement testée et un système de détection, de notification, d'analyse et de résolution des éventuels incidents, qui pourraient avoir ne serait-ce qu'une influence hypothétique sur la sécurité des données conservées, est mis en place.

Pour finir, nous nous permettons de souligner que dès que la raison juridique du traitement s'éteint, une suppression immédiate et irréversible de vos données personnelles est assurée.

Revenons maintenant aux réponses aux questions posées ci-dessus :

1. Qui est le responsable du traitement des données personnelles ?

Le responsable du traitement est la personne qui, seule ou avec d'autres, détermine les objectifs et décide de la façon dont les données personnelles seront traitées.

Le **responsable du traitement** des données personnelles est l'Agence de promotion du commerce tchèque/CzechTrade avec siège social Dittrichova 21, 12801 Prague 2, n° d'identification 00001171, organisme public subventionné non inscrit au registre du commerce.

2. Qui est chargé de la protection des données personnelles ?

La personne en charge de la protection des données personnelles est une personne expérimentée dans le domaine de la protection des données personnelles et faisant tout pour que le traitement se déroule comme il se doit, avant tout conformément aux réglementations connexes. Il s'agit également de la personne la plus autorisée pour le traitement des questions et demandes concernant les données personnelles.

Cette personne peut être contactée à l'adresse mail : poverenec-GDPR@czechtrade.cz

3. À quelle fin avons-nous besoin des données personnelles ?

Le responsable du traitement traite les données personnelles pour :

- a) la garantie d'une conclusion et de l'accomplissement ultérieur d'une relation contractuelle entre le responsable du traitement et vous-même (article 6, paragraphe 1, point b) du RGPD). D'autres obligations législatives résultent de cette relation et le responsable du traitement doit donc traiter les données personnelles également à cette fin (article 6 paragraphe 1 lettre c) du RGPD) ;
- b) des fins marketing, afin que le responsable du traitement adapte le mieux possible à vos besoins l'offre de ses produits et services et les messages commerciaux les concernant, le responsable du traitement obtenant votre accord explicite pour ce but de traitement (article 6, paragraphe 1, point a) du RGPD) ;
- c) la protection de nos intérêts légitimes (article 6, paragraphe 1, point f) du RGPD).

La communication des données personnelles au responsable du traitement est une demande législative et contractuelle générale. Un accord vous est demandé concernant la communication des données personnelles à des fins marketing, ce que ne représente pas l'accomplissement d'une obligation contractuelle ou législative de du responsable du traitement. Si vous ne donnez pas au responsable du traitement un accord avec le traitement des données personnelles à des fins marketing, cela ne signifie pas que le responsable du traitement refuse de vous fournir son service sur la base d'un contrat en conséquence de ce fait.

4. Quels sont nos intérêts légitimes ?

Le responsable du traitement traite également les données personnelles pour la protection de ses intérêts légitimes. Les intérêts légitimes du responsable du traitement sont avant tout le bon accomplissement de toutes les obligations contractuelles du responsable du traitement, le bon accomplissement de toutes les obligations législatives du responsable du traitement, le marketing direct, la protection des biens du responsable du traitement, etc.

Vous avez le droit dans l'intérêt de la garantie d'une protection maximale de votre vie privée à ce que vos données personnelles soient traitées exclusivement pour les raisons législatives les plus nécessaires ou que les données personnelles soient bloquées. Vous en apprendrez plus à l'article 11 sur vos droits liés au traitement des données personnelles.

5. Comment les données personnelles ont-elles été obtenues ?

Le responsable du traitement a obtenu des données personnelles directement de votre part, et ce avant tout dans des formulaires remplis, une communication mutuelle ou des contrats conclus. En outre, les données personnelles peuvent également provenir de sources publiquement accessibles, registres et enregistrements, par exemple d'un registre du commerce, d'un registre de débiteurs, des registres professionnels ou, par exemple, du Cadastre des biens immobiliers. De plus, le responsable du traitement a pu obtenir des données personnelles de la part de tierces parties autorisées à un accès et au traitement de vos données personnelles et avec lesquelles il collabore, ainsi que d'informations issues des réseaux sociaux et d'internet, que vous y avez vous-même placées.

6. Quelles catégories de données personnelles sont traitées ?

Pour la garantie de votre satisfaction résultant du bon accomplissement d'un engagement, la garantie de l'accomplissement d'obligations législatives, la garantie d'une offre personnalisée de services du responsable du traitement et pour les autres fins énumérées, le responsable du traitement traite les catégories suivantes de données personnelles :

- a) données basiques d'identification – prénom, nom, date de naissance, adresse de domicile, numéro personnel et numéro d'identification, photographie ;
- b) informations de contact – numéro de téléphone et adresse mail ;
- c) informations sur l'utilisation des services du responsable du traitement – il s'agit des données sur les services que vous avez reçus de la part du responsable du traitement dans le passé et ceux que vous utilisez maintenant, etc. ;
- d) informations résultant d'une communication mutuelle – informations résultant des e-mails ou des formulaires de contact ;
- e) données de facturation et de transaction – il s'agit avant tout des informations apparaissant sur les factures, des conditions de facturation conclues et des paiements reçus.

7. Quelle est la base juridique pour le traitement des données personnelles ?

Le caractère légal du traitement est donné par l'article 6, paragraphe 1 du RGPD, selon lequel le traitement est légal, s'il est indispensable pour l'accomplissement d'un contrat, pour l'accomplissement d'une obligation juridique du responsable du traitement, pour la protection des intérêts légitimes du responsable du traitement ou le traitement se déroule sur la base d'un accord que vous nous avez donné.

Le caractère légal du traitement de base en outre par exemple sur la loi n° 563/1991 Rec., relative à la comptabilité, d'après laquelle les données de facturation sont traitées et gardées, de la loi n° 89/2012 Rec., codé civil, d'après laquelle le responsable du traitement défend ses intérêts légitimes ou de la loi n° 235/2004 Rec., sur la taxe sur la valeur ajoutée.

8. Transmettrons-nous les données personnelles à quelqu'un d'autre ?

Nous devons communiquer les données personnelles dans le cadre des limites légales aux organismes de l'administration publique, par exemple à l'administration des impôts, aux tribunaux, organes actifs dans la procédure pénale ou organes de contrôle du marché des capitaux.

Les données personnelles peuvent être transmises pour traitement ultérieur à une entité externe sur la base d'un contrat de traitement ou rendues accessibles à des entités externes et organisations avec lesquelles l'Agence collabore lors de l'accomplissement de ses tâches, et ce sur la base d'un contrat spécial ou d'une instruction de son fondateur.

9. Transmettrons-nous les données personnelles dans un pays tiers ou une organisation internationale ?

Les données personnelles peuvent être transmises pour traitement dans un pays non membre de l'UE.

10. Combien de temps garderons-nous les données personnelles ?

Les données personnelles seront traitées et gardées au moins pendant la durée d'un contrat. Certaines données personnelles nécessaires par ex. pour les obligations fiscales et de facturation seront gardées plus longtemps, généralement 5 ans à partir de l'année suivant la création du fait conservé.

Les données personnelles importantes pour une application des intérêts légitimes du responsable du traitement seront gardées au maximum pendant une durée de 5 ans suivant la fin de la relation contractuelle avec le responsable du traitement.

Les données personnelles traitées à des fins marketing seront gardées pendant la durée d'une relation contractuelle et les 10 années suivantes après la fin de la relation contractuelle.

Les données personnelles ne seront jamais gardées plus longtemps que le maximum fixé par la loi. Après l'écoulement de la durée d'archivage, les données personnelles seront détruites de manière sécurisée et irréversible, afin qu'elles ne puissent pas être utilisées de manière abusive.

11. Quels sont vos droits liés au traitement des données personnelles et comment pouvez-vous les faire valoir ?

Le responsable du traitement fait tout pour que le traitement de vos données personnelles se déroule en bonne et due forme et, avant tout, de manière sûre. Les droits décrits dans cet article, que vous pouvez faire valoir auprès du responsable du traitement, vous sont garantis.

12. Comment pouvez-vous faire valoir vos droits ?

Vous pouvez faire valoir chacun de vos droits en envoyant une question par mail ou une demande à l'adresse : poverenec-GDPR@czechtrade.cz.

Le responsable du traitement fournit gratuitement toutes les communications et points de vue concernant les droits que vous faites valoir. Mais si une demande était manifestement infondée ou inappropriée, surtout car elle se répète, le responsable du traitement est autorisé à facturer une taxe appropriée prenant en compte les coûts administratifs liés au traitement de la demande. En cas d'application répétée d'une demande de fourniture de copies des données personnelles traitées, le responsable du traitement se réserve le droit de facturer pour cette raison une taxe appropriée pour les charges administratives.

Le responsable du traitement vous communiquera le plus rapidement possible les points de vue et éventuellement les informations sur les mesures prises, mais au plus tard dans un délai d'un mois. Le responsable du traitement est autorisé à prolonger le délai de deux mois en cas de besoin et eu égard à la complexité et au nombre de demandes. Le eu égard à la complexité vous informera de la prolongation, en indiquant les raisons.

Droit d'information sur le traitement de vos données personnelles

Vous êtes autorisé/e à demander au responsable du traitement si des données personnelles sont traitées ou nullement. Si des données personnelles sont traitées, vous avez le droit de demander au responsable du traitement des informations surtout sur l'identité et les informations de contact du responsable du traitement, son représentant et, le cas échéant, la personne en charge de la protection des données personnelles, sur les buts de leur traitement, les catégories de données personnelles concernées, les destinataires ou catégories de destinataires des données personnelles, les responsables du traitement autorisés, la liste de vos droits, la possibilité de s'adresser à l'Office pour la protection des données personnelles, la source des données personnelles traitées et sur la décision automatisée et le profilage.

Si le responsable du traitement désire continuer à traiter vos données personnelles à une autre fin que celle pour laquelle elles ont été obtenues, il vous communique dès avant ce nouveau traitement des informations sur cette autre fin et d'autres informations connexes.

Les informations vous étant communiquées dans le cadre d'une application de ce droit sont déjà contenues dans ce memorandum, mais cela ne vous empêche pas de les demander une nouvelle fois.

Droit d'accès aux données personnelles

Vous êtes autorisé/e à demander au responsable du traitement une information pour savoir si vos données personnelles sont traitées ou nullement et si cela est le cas, vous avez un accès aux informations sur les buts du traitement, les catégories des données personnelles concernées, les destinataires ou les catégories de destinataires, sur la durée de conservation des données personnelles, des informations sur vos droits (droit de demander au responsable du traitement une correction ou un effacement, une limitation du traitement, de soulever une objection contre ce traitement), sur le droit de déposer une plainte devant l'Office de protection des données personnelles, des informations sur la source des données personnelles, pour savoir s'il y a une décision automatisée et un profilage et des informations concernant la procédure employée, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour vous. Vous avez le droit à une fourniture de copies des données personnelles traitées. Mais les droits et libertés d'autres personnes ne doivent pas être négativement touchés par le droit d'obtention de cette copie.

Droit de correction

Si a eu lieu de votre part par exemple un changement de domicile, de numéro de téléphone ou d'un autre fait pouvant être considéré comme une donnée personnelle, vous avez le droit de demander au responsable du traitement une correction des données personnelles traitées. De plus, vous avez le droit de compléter des données personnelles incomplètes, et ce également en faisant une déclaration complémentaire.

Droit d'effacement (droit à l'oubli)

Dans certains cas fixés, vous avez le droit de demander que le responsable du traitement efface vos données personnelles. Fait par exemple partie de ces cas une situation où des données traitées ne sont plus nécessaires pour les buts susmentionnés.

Le responsable du traitement efface automatiquement les données personnelles après écoulement de la durée indispensable, mais vous pouvez le contacter à tout moment avec votre demande. Votre demande est alors soumise à une évaluation individuelle (même malgré votre droit à un effacement, le responsable du traitement peut avoir l'obligation ou un intérêt légitime à conserver vos données personnelles) et vous serez informés en détail du traitement de votre demande.

Droit de limitation du traitement

Le responsable du traitement ne traite vos données personnelles que dans l'étendue absolument nécessaire. Mais si vous avez l'impression que le responsable du traitement par exemple dépasse les buts précités pour lesquels il traite les données personnelles, vous pouvez déposer une demande pour que vos données personnelles soient traitées exclusivement pour les raisons législatives les plus nécessaires ou pour qu'elles soient bloquées. Votre demande est alors soumise à une évaluation individuelle et vous serez informés en détail du traitement de votre demande.

Droit de transfert des données

Si vous souhaitez que le responsable du traitement fournisse vos données personnelles à un autre responsable du traitement ou une autre société, le responsable du traitement transmet vos données personnelles dans le format correspondant à l'entité que vous avez déterminée, si aucun obstacle législatif ou important autre ne l'en empêche.

Droit de soulever une objection et décision automatisée individuelle

Si vous constatez ou pensez seulement que le responsable du traitement réalise le traitement des données personnelles en contradiction avec la protection de votre vie privée et personnelle ou en contradiction avec les réglementations (à la condition que les données personnelles soient traitées par le responsable du traitement sur la base d'un intérêt public ou légitime ou soient traitées à des fins de marketing direct, y compris de profilage ou à des fins statistiques ou à des fins d'importance scientifique ou historique), vous pouvez contacter le responsable du traitement et lui demander une explication ou la suppression de la situation erronée survenue. Vous pouvez aussi soulever une objection directement contre la décision automatisée et le profilage.

Droit de dépôt d'une plainte auprès de l'Office pour la protection des données personnelles

Vous pouvez vous adresser à tout moment avec votre suggestion ou plainte concernant la question du traitement des données personnelles à l'organisme de contrôle, à savoir l'Office pour la protection des données personnelles, avec siège social Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7, web <https://www.uoou.cz/>.

Droit de révocation de l'accord

Vous avez le droit de révoquer à tout moment l'accord donné avec le traitement des données personnelles, et ce soit en remplissant un formulaire ou en cochant la case dans l'application internet ou en envoyant une révocation à l'adresse du siège social du responsable du traitement ou à l'aide du lien dans la communication par mail.

CONTACT POUR LE PUBLIC

Si vous avez quelque question que ce soit concernant le traitement de vos données personnelles, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse mail poverenec-GDPR@czechtrade.cz ou au n° de téléphone +420 224 907 589. Dans tous les cas, il est possible de nous contacter à notre adresse postale Dittrichova 21, 12801 Prague 2.